

Candidat au poste de directeur EC : Mathieu STIERMANN

Chers collègues,

Je m'appelle Mathieu Stiermann et je sollicite votre appui à l'élection générale de cette année pour siéger au Comité exécutif national de l'ACEP.

J'ai récemment démissionné de mon poste de président de la section locale de l'ACEP à Innovation, Sciences et Développement économique afin de pouvoir être détaché auprès de l'Agence de la santé publique du Canada.

Je suis aussi avocat membre du Barreau du Haut-Canada.

Expérience

- Président de la section locale à Innovation, Sciences et Développement économique de 2014 à 2017;
- Membre du comité de santé et de sécurité au travail à Innovation, Sciences et Développement économique depuis 2015, et coprésident représentant les employés depuis 2016;
- Membre des sous-comités de l'ACEP suivants : Statuts et règlements et Santé et bien-être au travail depuis 2016

Défense des droits

- J'ai fait pression avec succès auprès de l'employeur pour qu'il règle les problèmes de contamination au plomb de l'eau potable à l'édifice Place du Portage Phase I;
- À titre de président de la section locale à Innovation, Sciences et Développement économique et de coprésident du comité de santé et de sécurité au travail du ministère, j'ai plaidé en faveur de l'application de la partie XX du *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail* afin de résoudre les problèmes d'intimidation et de harcèlement psychologique au travail – considérés comme de la violence au travail – pour le bien-être des personnes touchées.

Objectifs

- Je vais mettre à profit les compétences de leadership institutionnel que j'ai acquises afin de veiller à ce que les ressources financières limitées de l'ACEP soient affectées à son objectif premier, soit de protéger les droits des membres dans le lieu de travail.
- Je vais aussi DÉFENDRE LES MEMBRES DE L'ACEP en m'assurant que l'ACEP est administrée de manière ouverte et transparente, et qu'elle demande finalement à sa direction de rendre des comptes.
- Je vais en particulier m'efforcer de transformer l'association qui est une foire d'empoigne, susceptible de subir des abus internes aux deux extrémités du spectre, à une organisation officielle à but non lucratif de régime fédéral. *Il s'agit d'un mécanisme sans incidence sur les recettes prévu dans la Constitution.*